



Etat des lieux de la France et du monde en  
2006

## [Galiléo, GPS, Banlieues, Europe, France, Chavez, Bush] Tristes constats, par le Général Gallois

La France qui tombe

mercredi 22 février 2006

par admin

1 - Le 4 janvier dernier le Monde publiait un article intitulé « Galileo, une réponse au 29 mai dans lequel le ministre des Affaires étrangères estimait que « ... Ce projet, emblématique pour l'Europe et pour son autonomie dans le domaine spatial, répond à ceux qui ont douté de la capacité de l'Union européenne à déterminer son avenir ».

« Ceux qui ont douté » douteront encore s'ils savaient quelle a été la gestion du « projet Galileo ».

- C'est d'abord que le lancement, le 28 décembre 2005, du premier satellite de Galileo a eu lieu plus d'un quart de siècle après que les Etats-Unis eurent placé sur leurs orbites respectives les satellites de leur global positioning system ou GPS. « **Si gouverner c'est prévoir** » a écrit encore le ministre, l'Europe est bien mal gouvernée, des « prévisions » venant bien longtemps après les réalisations étrangères.
- Quant à « l'autonomie » que conférait **Galileo** aux pays européens, elle est pour le moins discutable puisque les politiques de l'Union, intéressés au projet, ont accepté que **Galileo n'ait pas d'application militaire, les forces armées de l'Union dépendant**

**uniquement du GPS américain.** Parler d'autonomie c'est, en l'occurrence, désinformer.

- Enfin, le ministre ne dit pas que pour placer ce premier satellite - d'une constellation de 30 - il a fallu avoir recours à un **lanceur russe**, sans doute dans le cadre de l' « autonomie » vantée officiellement.

2 - Une demi heure avant la fin de l'année 2005, police et gendarmerie de Nice avaient été alertées : « des jeunes gens » s'en étaient pris au matériel de la SNCF et bousculé les voyageurs. Aussi, faut-il décidé que les « forces de l'ordre » prendraient place dans le Nice-Lyon qui devait prendre le départ six heures plus tard. Le début du voyage s'étant déroulé sans incident, les représentants de l'ordre quittèrent le train à Saint Raphaël. Peu après, quelques dizaines de « jeunes gens » ont agressé les voyageurs, les insultants, leur volant portefeuilles et téléphones portables, bagages à main, et aussi terrorisant les femmes. Avant l'entrée en gare de Marseille la bande s'enfuit, trois « jeunes » seulement étant « interpellés ». **Quant aux victimes de ces exactions, en majorité, elles ont préféré ne pas porter plainte de crainte d'avoir à subir de nouveaux sévices une fois relâchés leurs bourreaux, la mansuétude officielle, lorsqu'il s'agit de ces « jeunes », s'exerçant à leur profit et au dépens des victimes.**

Après les nuits d'émeute de novembre, en somme du banal quant à l'insécurité française. Elle grandit avec l'ampleur de l' « invasion ». Et celle-ci n'est pas près de se tarir.

Mais ce qui est encore – pour peu de temps – moins banal c'est que ce grave « phénomène de société » ne fut porté à la connaissance du public que trois jours plus tard. Et sans doute parce que la presse locale, les témoignages affluant, n'avait pu suivre la consigne du silence.

C'est que pour la droite comme pour la gauche, l'affaire était particulièrement gênante. A droite, la reprise en main policière en prenait un coup. Et, à gauche, étant donné l'origine des « jeunes », mieux valait se taire. **« Vous êtes ici, chez vous » déclarait François Mitterrand** qui n'avait pas redouté que cet appel généreux et – démagogique – aboutirait à l'importation, en France, de la violence africaine.

Mais une fois l'événement porté sur la place publique autant l'exploiter. Spéculant sur la très courte mémoire politique des Français,

M. J. Lang s'y employa en sachant que l'électeur moyen ne saurait faire de rapprochement entre les incidents du Nice-Lyon et la politique de son parti, les régularisations des clandestins et les accords de Schengen par exemple. A droite l'on eut recours aux mots pour guérir les maux : apaisements, compréhension, vive repentir, assortis, il est vrai, de crédits supplémentaires notamment pour mettre sur pied une police ferroviaire. Bientôt, en France, toutes les activités collectives nationales exigeront leur police spécialisée : enseignements, transports en commun, spectacles etc... Si ça rapporte, électoralement, c'est coûteux l'immigration.

3 - Après avoir désigné Bonaparte à la vindicte publique et renié sa plus éclatante victoire terrestre, la Vème République devait renouer avec **Trafalgar** par de nouveaux malheurs maritimes.

Peu après qu'eut été proclamée la nécessité de pratiquer un actif « patriotisme économique », voici que la Norvège (4,5 millions d'habitants et un PNB qui n'est que le huitième du nôtre) vole au secours de la France en déclin maritime accentué. Hier, déjà, c'étaient les Norvégiens qui avaient repris le « France », baptisé le Norway et que les Français s'étaient révélés incapables de maintenir en service. Aujourd'hui, ce sont les Chantiers de l'Atlantique – où furent construits les

plus beaux paquebots – qui passent sous le contrôle de la firme norvégienne Aker Yard. Et dans des conditions fort avantageuses pour le repreneur puisque celui-ci est financièrement aidé par la France à la « débarrasser » du fardeau que sont, pour elle, ces prestigieux Chantiers. Au cours des vingt dernières années, la construction navale française a été amputée de la plupart de ses centres de production, dans le cadre, naturellement, de la lutte « prioritaire » pour l'emploi.

**A Saint Nazaire, ont est réduit à souhaiter que les Norvégiens réussissent là où la France, une fois de plus, a échoué. Grande est la concurrence, à commencer par celle de la zone Asie-Pacifique, particulièrement celle de la Corée du Sud.** D'ailleurs, lorsque EADS (ex Aérospatiale française et DASA allemand) eut besoin d'un cargo spécialement aménagé pour transporter des éléments d'Airbus de Hambourg à Bordeaux, ce n'est pas aux Chantiers de l'Atlantique que s'adressa la société germano-française mais à ceux de la péninsule coréenne.  
**Toujours dans le cadre de la bataille pour l'emploi... mais en Corée.**

L'odyssée du Clemenceau est une autre illustration de notre déclin maritime. Il eut été, pour le moins, convenable que ce bâtiment qui porta, si longtemps, et sur tous les océans, les couleurs de la France, fut « désamianté » et démonté en France par des mains françaises. Spéculer sur le laxisme social prêté aux entreprises indiennes, aux personnel chichement payé, est en l'occurrence, un calcul sordide. Soumettre le Clemenceau aux refus successifs de plusieurs entreprises étrangères et en dernier ressort, au gouvernement indien, sans être assuré de son consentement, est fort humiliant et résulte d'une bien malencontreuse politique d'improvisation.  
**Certes, c'est aujourd'hui une épave, mais ses services, le nom qu'il porte ne permettent pas d'en faire l'objet d'une « bonne affaire ».**

4 - Comme toutes les formations politiques en campagne électorale – la présidentielle de 2007 – le parti socialiste a tout naturellement utilisé le 10ème anniversaire de la disparition de **François Mitterrand** pour se donner le héros historique récent qui lui manquait. Le duel des tombes a ainsi succédé à l'antagonisme De Gaulle-Mitterrand des années 60.

Avec l'aide des principaux médias, l'image de ce dernier a été construite de toutes pièces. Ni la personne n'a été dépeinte telle qu'elle avait été, ni son comportement proche de la vérité. Il était d'autant plus efficace d'exploiter la crédulité populaire que les Français – comme bien d'autres peuples d'ailleurs – aiment le fabuleux et que les contes de fées les enchantent.

Aussi permanent que le « coup d'Etat », le mensonge d'Etat a été escamoté. Et bien sûr, la francisque, l'attentat « arrangé » de l'Observatoire, l' « affaire des fuites ». Mais, surtout, est ignoré l'échec économique : déficit budgétaire passant de 1 % du PIB en 1980 à 4,5 % en 1995 ; la dette des administrations publiques s'élevant de 25 % au début du règne, à 54 % à sa fin ; le chômage durant la même période, porté de 2 millions à 3 millions ; les dévaluations successives du franc (4 en 5 ans) ; les écoutes téléphoniques et... madame Cresson à Matignon. Mieux valait, également, ne pas évoquer les bien malencontreuses interventions à l'extérieur : engagement de la France dans la zone des Grands Lacs, Paris prenait parti dans le conflit séculaire qui oppose Tutsis et Hutus ; bombardement de l'Irak après avoir exploité la mégalomanie de son dirigeant et offert de reconstruire la centrale nucléaire de Tamouz détruite par les avions de l'Etat d'Israël ; agression de la Serbie et création d'un second Etat musulman dans les Balkans...

Peccadilles que tout cela, direz-vous. Effectivement, peu de chose comparé à Maastricht et à la fin de la souveraineté nationale, le territoire français devenant, progressivement, **une division administrative d'une très problématique Europe politique.** Le funeste traité avait été précédé d'une bien étrange déclaration de M. R. Dumas parlant aux Assemblées au nom du président de la République : « **La France est déterminée à jeter les bases d'une union à vocation fédérale... nous avons pris, pour Maastricht, le parti d'une mutation**

**fondamentale vers une entité supranationale » (27 novembre 1991). Le traité sera signé le 7 février 1992 et ratifié le 20 septembre 1992 après référendum, les Français souscrivant à un texte incompréhensible pour la majorité d'entre eux.** La déclaration du 27 novembre était par anticipation un acte de forfaiture, le président de la République engageant la population à violer la Constitution dont il est censé être le gardien. Quant à son ministre des Affaires étrangères il fut porté à la présidence du Conseil Constitutionnel afin d'y veiller au respect d'Institutions dont il s'était soucié comme d'une guigne. A l'évidence, dans une démocratie, la déclaration du 27 novembre n'aurait pu être faite qu'après référendum, le pays s'étant exprimé sur un texte aisément compréhensible. Mais, en réalité, ce fut un tour de passe-passe. **Et de taille puisqu'il mettait fin à la France millénaire.**

Ayant beaucoup demandé à la vie, le président défunt a su en obtenir encore davantage. Mais, au moment où il atteignait le sommet, il apprit qu'il devait compter, incessamment, avec la mort. La cruauté du sort explique peut-être, pour une part tout au moins, ses démarches consacrant le déclin puis la fin des Institutions et de la Nation telle qu'elle a été façonnée par les siècles. A ses successeurs de passer de la Politique à l'Administration locale, celle-ci étant gérée dans les limites tracées par le carcan supranational futur. C'était, naturellement, détruire l'œuvre de redressement tentée par le général De Gaulle, et ainsi finalement, l'emporter sur lui.

5 – En Amérique du sud, les élections, les unes après les autres, en modifient la couleur politique. L'ancêtre **Fidel Castro** est maintenant accompagné par des gouvernements de gauche, en Argentine, en Bolivie, au Brésil, au Chili et au Venezuela où **Hugo Chavez** détient l'atout du pétrole. Spécifiques ces régimes politiques n'en manifestent pas moins une même hostilité à l'encontre des Etats-Unis, champions du libéralisme économique. Subissant les effets de la production chinoise, celle-ci s'emparant peu à peu du marché des produits techniquement de plus en plus avancés, la super puissance perd pied dans son « proche étranger ».

Le continent sud-américain troque la tutelle économique des Etats-Unis contre celle de la zone Asie-Pacifique. Avidée de matières premières la Chine offre aux pays en voie de développement des débouchés que les Etats-Unis tenaient pour acquis.

La pétro-politique du président Bush, dictée par la nécessité, a engagé son pays dans des conflits qui lui aliènent une large fraction des populations du Tiers-monde, y compris, maintenant au Nouveau monde, mettant à mal la doctrine de Monroe (1823).

Avant tout, préoccupés par l'élection présidentielle de 2007, Mme S. Royal et M. J. Lang, paradant au Chili ont-ils réfléchi aux risques qu'ils prenaient en venant ainsi provoquer l'oncle Sam ?

6 - Voici, maintenant, que le chancelier autrichien, M. **Wolfgang Schüssel**, propose que l'Union européenne lève elle-même, directement, un **impôt européen** pour alimenter son budget. Ainsi, serait mis un terme aux longs débats qui précéderent l'adoption – si laborieuse – du budget européen pour la période 2007 – 2013. Et amenuisées davantage encore les attributions des gouvernements des pays membres qui ne seraient plus maîtres des prélèvements obligatoires imposés à leurs ressortissants respectifs. Déjà fort coûteuse, la « construction européenne » le deviendrait davantage encore, l'Union fixant le montant de l'impôt qu'elle préleverait directement. Bons débuts pour la nouvelle année européenne.

7 - L'Iran a les moyens de **violier les clauses du traité de non prolifération (nucléaire) que Téhéran a signé. Les applications non militaires de l'atome, autorisées par le traité, réunissent les moyens scientifiques et techniques de l'étape initiale du chemin conduisant à l'atome militarisé.** Désigné à la vindicte publique à la fois pour ses déclarations

intempestives et pour son entêtement à obtenir une totale liberté d'action pour son pays, **Mahmoud Ahmedinejad** est soutenu par la majorité des Iraniens. Et non sans raisons :

- Depuis trois quarts de siècle, plus que mouvementées ont été les relations entre l'Iran et les « industrialisés » en l'occurrence, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et l'URSS.
- La pétro-politique, en effet, a des exigences dont ne s'accommodent pas toujours les pays producteurs voulant exploiter, nationalement, leurs richesses énergétiques. D'où, dès le milieu des années 30, du siècle précédent, les différends opposant Londres à Téhéran. En 1940, la Seconde Guerre mondiale conduisit les Britanniques et les Soviétiques à occuper militairement l'Iran. Dix ans plus tard, nationalisant son pétrole, Téhéran s'attira les foudres de compagnies occidentales exploitantes. Londres menaça même d'arraisonner les bâtiments qui transporteraient du pétrole iranien. Le premier ministre Mossadegh, trop nationaliste, est chassé, Washington ayant agencé son élimination. Mais le nationalisme prêté au Châh entraîna aussi sa chute, « l'étranger » et Khomeiny accueilli en France, fomentant des troubles et incitant la population à la révolte. En avril 1979 la république était proclamée. Mais l'année suivante, débutait la guerre Irak-Iran, Bagdad étant soutenu et armé par les « occidentaux » dont la France... Plus d'un million d'Iraniens en furent les victimes.
- Ce ne sont pas les seuls griefs que l'Iran peut avancer. En effet, voici les forces américaines, ou celles de l'OTAN, ce qui revient au même, encerclant l'Iran, à l'ouest sur la frontière de ce pays avec l'Irak et, à l'est en Afghanistan. Avec ses richesses énergétiques, sa populations (65 millions) sa prestigieuse histoire, l'Iran pourrait revendiquer le même droit à l'invulnérabilité que celui que se sont donné les puissants voisins, devenus des Etats militairement nucléaires : Russie, Chine, Pakistan, Inde, Corée du Nord.

Extrémiste, Mahmoud Adhmadinejad n'en est pas moins avisé. Il entend bien tirer parti de ses atouts.

- Engagés en Irak et en Afghanistan dans des guerres devenues impopulaires outre-Atlantique, les Etats-Unis peuvent difficilement ouvrir un troisième front. Celui-ci serait fort peu apprécié par les Chiites irakiens sur lesquels Washington fonde ses espoirs de paix en Irak.
- Les marchés de haute technicité iraniens sont convoités par les « industrialisés » et ceux-ci rechignent devant l'irréremédiable tout en s'efforçant d'être « politiquement corrects » vis-à-vis des Etats-Unis.
- Grande puissance gazière et pétrolière, l'Iran détient une des clés du coût des énergies fossiles. Certes, il lui faut vendre son gaz et son pétrole, mais la Chine, l'Inde, le Pakistan avides d'énergies peuvent compenser l'arrêt des ventes à l'ouest (à condition que l'Iran règle la question de l'acheminement par voie terrestre et maritime).
- Les pays producteurs de pétrole voient avec une certaine satisfaction le déroulement de la crise iranienne qui pousse à la hausse le coût du baril et du mètre cube de gaz naturel. « Pourvu que ça dure » comme aurait dit madame Laetitia Bonaparte.
- Tout en faisant mine de condamner le non respect éventuel des clauses du traité de non prolifération, la Chine, la Russie, l'Inde s'élèvent contre le rôle de pandore de l'humanité que s'efforcent de tenir les Etats-Unis si bien que Téhéran a de discrets alliés.
- Enfin l'affaire Eurodif au cours des années 80 a montré, aux dépens de la France, que l'Iran avait des moyens d'intimidation puissants en organisant des prises d'otages et de bien meurtriers attentats. Et outre-Altantique, on ne l'a pas oublié.

- En revanche, l'Etat d'Israël, là où il se trouve sur la carte, entouré d'hostilité, entend demeurer la seule puissance atomique de la région. Détenant l'arme du dernier recours il neutralise les masses. A condition que ses représailles échappent à la destruction préventive. Et que cela se sache afin que s'impose la sagesse. Mais au prix, par l'Etat d'Israël – que ses faibles dimensions rendent particulièrement vulnérable – de l'entretien d'une force rendue invulnérable par l'enfouissement profond, et mieux encore, par le mouvement permanent dans les eaux méditerranéennes. On conçoit qu'Israël se dresse fermement contre une si coûteuse altération du statu quo.

**Pierre Marie Gallois**

Signatures: 0

--	--	--	--